

Art. 2. L'article 88 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi arrête les conditions dans lesquelles il peut être fait usage de services par satellites, par dérogation à l'alinéa 1er ».

Art. 3. Dans l'article 92, § 1 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Le Roi arrête les conditions dans lesquelles il peut être fait usage de services par satellites, par dérogation à l'alinéa 1er ».

Art. 4. L'article 94, § 1er de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les appareils terminaux doivent être agréés par le Ministre, sur proposition de l'Institut à moins qu'ils aient fait l'objet de l'évaluation de la conformité et soient munis du marquage CE de conformité prévus par la directive 91/263/CEE du Conseil du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats Membres relatives aux équipements terminaux de télécommunication, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993 ou par la directive 93/97/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 complétant la directive 91/263/CEE en ce qui concerne les équipements de stations terrestres de communications par satellite.

Tout équipement susceptible d'être connecté à l'infrastructure publique de télécommunications sans être destiné à une telle utilisation doit faire l'objet, auprès de l'Institut, d'une déclaration du fabricant ou du fournisseur, selon le modèle arrêté par le Ministre, lorsque sa première mise sur le marché à l'intérieur de l'Union européenne a lieu en Belgique. »

Art. 5. A l'article 96 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A. le 1^e est remplacé par la disposition suivante :

« 1^e de faire de la publicité pour un appareil terminal sans mentionner son agrément et l'usage pour lequel il est agréé, ou pour un équipement susceptible d'être connecté à l'infrastructure publique des télécommunications, sans être destiné à une telle utilisation, sans mentionner le défaut d'agrément ».

B. au 2^e, les mots « ou l'absence d'agrément » sont supprimés.

C. l'article est complété comme suit :

« 3^e de vendre, de louer, de prêter ou de mettre à disposition d'une autre manière, d'offrir en vente ou en location sur le territoire belge ou à destination de ce territoire, un équipement susceptible d'être connecté à l'infrastructure publique de télécommunications sans être destiné à une telle utilisation, s'il n'est pas accompagné d'une déclaration du fabricant ou du fournisseur selon le modèle arrêté par le Ministre sur proposition de l'Institut et sans que ne soit indiquée l'absence d'agrément selon les formes déterminées par le Ministre sur proposition de l'Institut. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 1994.

Art. 7. Notre Ministre qui a les communications et les entreprises publiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
E. DI RUPO

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 95 — 326

19 DECEMBRE 1994. — Arrêté ministériel
portant les mesures d'exécution
concernant les travaux d'intérêt général et la formation

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 29 juin 1984, relative à la suspension, le sursis et la probation, notamment les articles 1, 1bis, 3, 8 et 13, modifiés par la loi du 10 février 1994;

Vu l'arrêté royal du 6 octobre 1994 et plus spécifiquement l'article 11;

Vu l'accord de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 octobre 1994;

[C — 9020]

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[C — 9020]

N. 95 — 326

19 DECEMBER 1994. — Ministerieel besluit
houdende uitvoeringsmaatregelen
inzake de dienstverlening en opleiding

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 29 juni 1984 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatice, inzonderheid op de artikelen 1, 1bis, 3, 8 en 13, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 oktober 1994, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het akkoord van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 oktober 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la bonne application de la loi du 10 février 1994 nécessite une entrée en vigueur immédiate,

Article 1er. Les définitions utilisées dans cet arrêté, sont les mêmes que celles reprises dans l'article 2 de l'arrêté royal du 6 octobre 1994 portant les mesures d'exécution concernant les travaux d'intérêt général et la formation.

Art. 2. La convention entre l'assistant de probation, le prestataire et le représentant de l'organisme, dûment mandaté, dont question dans l'article 8 de l'arrêté royal ci-dessus mentionné, sera établie suivant le modèle ci-joint.

Art. 3. Les primes d'assurance, redevables suite au ralliement au contrat d'assurance global, conformément à l'article 11 de l'arrêté royal susmentionné, sont prises en charge par le budget du Ministère de la Justice en tant que paiement par des tiers.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 22 novembre 1994.

Bruxelles, 19 décembre 1994.

M. WATHELET

M. WATHFLET

CONVENTION de prestation d'un travail d'intérêt général ou d'une formation

entre
 domicilié(e) à
 dénommé(e) ci-après le (la) prestataire, qui s'engage à exécuter un travail d'intérêt général ou de suivre une formation durant heures
 suite à - jugement du
 - médiation pénale n°
 assistant(e) de probation près la commissions de probation de dénommé(e) ci-après l'assistant(e) de probation,
 et
 représentant(e), dûment mandaté(e) de
 (ASBL, fondation, commune ...), dénommé(e) ci-après l'organisme.

Article. 1er. L'organisme s'engage à faire exécuter par le (la) prestataire les activités suivantes :
 pour une durée de heures.

Art. 2. Ces activités seront exécutées à du au

Art. 3. Ces activités auront lieu sous l'autorité directe et la guidance de
 personne affectée à l'organisme.

Art. 4. L'organisme s'engage à se rallier, avant le début du travail d'intérêt général ou de la formation, au contrat d'assurance global souscrit par le Ministre de la Justice, comme preneur, et avec comme bénéficiaire le (la) prestataire.

Ce contrat d'assurance global peut être consulté chez l'assistant(e) de probation.

Les primes d'assurance seront payées directement à la compagnie d'assurances par le Ministre de la Justice.

Art. 5. L'organisme observera la discrétion nécessaire quant au motif de la mise au travail du (de la) prestataire.

Art. 6. Les conditions générales reprises au verso du présent contrat sont d'application.

Art. 7. Fait en trois exemplaires. Toutes les parties confirment en avoir reçu un.

Fait à le

L'assistant(e) de probation :

Pour l'organisme :

Le (la) prestataire :

Conditions générales :

* Les travaux d'intérêt général et la formation sont désignés ci-après par le terme commun "travail d'intérêt général".

* La commission de probation peut décider à tout moment que la nature ou la durée du travail d'intérêt général seront modifiées.

* Lorsque le (la) prestataire est empêché(e) de se conformer à ce qui est convenu au sujet du travail d'intérêt général, il met immédiatement au courant le responsable pour l'organisme et l'assistant(e) de probation qui évalue la validité du motif

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voor de goede toepassing van de wet van 10 februari 1994 een onmiddellijke inwerkingtreding noodzakelijk is;

Artikel 1. De definities, gebruikt in dit besluit, zijn dezelfde als bepaald in artikel 2 van het Koninklijk besluit van 6 oktober 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de dienstverlening en opleiding.

Art. 2. De overeenkomst tussen de probatieassistent, de dienstverlener en de gemachtigde vertegenwoordiger van het organisme, zoals bedoeld bij artikel 8 van voormeld koninklijk besluit, zal worden opgesteld overeenkomstig het model in bijlage.

Art. 3. De verzekeringspremies, verschuldigd ten gevolge van de toetreding tot de globale verzekeringsovereenkomst door de organismen overeenkomstig artikel 11 van voormeld koninklijk besluit, worden door de begroting van het Ministerie van Justitie bij wijze van betaling door derden ten laste genomen.

Art. 4. Dit besluit geeft uitwerking met ingang van 22 november 1994.

Brussel, 19 december 1994.

* Au cas où le (la) prestataire est malade et ne peut pas effectuer son travail, l'assistant(e) de probation peut exiger un certificat médical. Dans ce cas le (la) prestataire est obligé(e) de fournir ce certificat. Le (la) prestataire consent aussi à un contrôle en cas de maladie.

* Des changements de domicile ou de conditions de travail doivent obligatoirement être annoncés immédiatement au (à la) assistant(e) de probation par le (la) prestataire.

* Au cas où le (la) prestataire bénéficie d'une allocation, celle-ci ne peut pas être mise en péril par le travail d'intérêt général. Le (la) prestataire doit pour cette raison être mis(e) dans la possibilité de rencontrer les demandes de l'instance qui lui paye l'allocation. (Cela signifie par exemple qu'un chômeur doit rester disponible pour le marché de l'emploi). Le (la) prestataire qui bénéficie d'une allocation, est obligé(e) de faire savoir à l'organisme payant qu'il (elle) effectue un travail d'intérêt général.

* Le travail d'intérêt général s'effectue gratuitement. Le temps nécessaire pour se rendre au lieu de travail et pour retourner au domicile, n'est pas compris dans la durée du travail d'intérêt général. Les frais de déplacement ne sont pas remboursés.

* Avant le début du travail d'intérêt général, le (la) prestataire est assuré(e) contre les accidents et la responsabilité civile (excepté le dommage causé intentionnellement).

* Au cas où le travail d'intérêt général n'est pas bien effectué, cela peut mener à d'autres mesures pénales. Le responsable pour l'organisme doit contrôler la bonne exécution du travail d'intérêt général, ce qui implique l'enregistrement des heures prestées. Il (elle) prêtera une attention particulière au (à la) prestataire pendant l'exécution du travail d'intérêt général.

L'assistant(e) de probation surveille le bon déroulement du travail d'intérêt général. Il (elle) établit des rapports à ce sujet destinés à la justice. Le cas échéant il (elle) intervient.

Le (la) prestataire s'engage à bien effectuer le travail d'intérêt général, tel qu'il est décrit dans la convention. Il (elle) est aussi au courant des conditions générales.

Il (elle) observe scrupuleusement les instructions du responsable de l'organisme ainsi que celles de l'instance chargée de la guidance.

OVEREENKOMST tot dienstverlening of opleiding

tussen wonende te hierna genoemd de dienstverlener, die zich verbonden heeft tot het uitvoeren van een dienstverlening of het volgen van een opleiding gedurende uren
overeenkomstig - vonnis van - bemiddeling in strafzaken nr.
..... assistent bij de probatiecommissie te , hierna genoemd de probaticassistent.
en statutair gemachtigde vertegenwoordiger van (VZW, stichting, gemeente ...), hierna genoemd het organisme.

Artikel. 1. Het organisme verplicht zich ertoe de dienstverlener gedurende uren volgende aktiviteiten te doen uitvoeren :

Art. 2. Deze activiteiten zullen doorgaan te van tot

Art. 3. Deze activiteiten zullen geburen onder rechtstreeks gezag en begelidiging van persoon behorende tot het organisme.

Art. 4. Het organisme verplicht zich voordat de dienstverlening of de opleiding aanvangt, de globale verzekeringsovereenkomst die door de Minister van Justitie is afgesloten, te ondertekenen als verzekерingsnemer, met als begünstigde de dienstverlener.

Deze globale verzekeringsovereenkomst kan ingezien worden bij de probatieassistent.
De verzekerings premies zullen rechtstreeks door de Minister betaald worden aan de verzekeringmaatschappij.

Art. 5. Het organisme zal de nodige discretie in acht nemen betreffende de reden van tewerkstelling van de dienstverlener.

Art. 6. De op de rugzijde van deze overeenkomst vermelde Algemene Voorwaarden zijn van toepassing.

Art. 7. Opgemaakt in 3 exemplaren. Alle partijen bevestigen er één ontvangen te hebben.

Opgemaakt te op

De probaticassistent :

Namens het organisme :

De dienstverlener :

Algemene voorwaarden :

* Dienstverlening en opleiding worden hierna gezamenlijk aangeduid door de term dienstverlening.

* De probatiecommissie kan ten alle tijde beslissen dat de aard of de duur van de dienstverlening aangepast wordt.

* Als een dienstverlener afspraken over de dienstverlening of opleiding niet kan nakomen, meldt hij dat onmiddellijk aan de contactpersoon van het dienstverleningsproject en aan de probatieassistent, die de geldigheid van die reden beoordeelt.

* Als de dienstverlener ziek is en daardoor niet kan werken, kan de probatieassistent een doktersverklaring verlangen. De dienstverlener zal die dan overleggen. Ook stemt de dienstverlener ermee in dat er bij ziekte gecontroleerd kan worden.

* Veranderingen in de woonomstandigheden of in de werksituatie moeten door de dienstverlener onmiddellijk worden doorgegeven aan de probatieassistent.

* Als de dienstverlener een uitkering heeft, mag die uitkering niet door de dienstverlening in gevaar komen. De dienstverlener krijgt daarom de gelegenheid tegemoet te komen aan de eisen van de instantie van wie hij de uitkering ontvangt. (Dit betekent o.a. dat een werkloze dienstverlener beschikbaar blijft voor de arbeidsmarkt). Een dienstverlener die een uitkering heeft, moet de instelling waarvan hij die uitkering ontvangt erover inlichten dat hij een dienstverlening doet.

* Voor het werk tijdens de dienstverlening wordt de dienstverlener niet betaald. De reistijd van en naar het project hoort niet bij de dienstverlening. De reiskosten worden niet vergoed.

* Voordat de dienstverlening begint, wordt de dienstverlener verzekerd tegen ongevallen en tegen wettelijke aansprakelijkheid (schade door opzet, uitgezonderd).

* Als de dienstverlening niet goed wordt verricht, kan dat leiden tot andere strafrechtelijke maatregelen.

De contactpersoon van het dienstverleningsproject is bereid toe te zien op de goede uitvoering van de dienstverlening waaronder de registratie van de gewerkte uren. Hij zal speciale aandacht geven aan de dienstverlener tijdens de dienstverlening.

De probatieassistent houdt toezicht op het verloop van de dienstverlening. Als dat nodig is grijpt hij in. Hij brengt ook aan justitie verslag uit over het verloop van de dienstverlening.

De dienstverlener neemt op zich de dienstverlening goed uit te voeren, zoals die in deze overeenkomst omschreven is.

Hij kent ook de algemene voorwaarden. Voorts zal hij zich houden aan de aanwijzingen van de contactpersoon van het dienstverleningsproject en aan de aanwijzingen van de contactpersoon van de begeleidende instantie.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 95 — 327

Convention internationale sur la limitation de la responsabilité des propriétaires des navires de mer, et Protocole de signature, signés à Bruxelles le 10 octobre 1957 (1). — Adhésion par le Liban

1. Le 23 décembre 1994 a été déposé au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, l'instrument d'adhésion de la République libanaise.

2. Conformément à l'article 12 de la Convention celle-ci entrera en vigueur à l'égard du Liban le 23 juin 1995.

(1) Voir *Moniteur belge* du 29 janvier 1976.

F. 95 — 328

Protocole de la Conférence européenne des Ministres des Transports, signé à Bruxelles le 17 octobre 1953 (1). — Adhésion par la Lituanie

Le 27 décembre 1994 a été déposé au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, l'instrument d'adhésion de la Lituanie à cet acte international, qui est entré en vigueur à l'égard de ce pays le 27 décembre 1994.

(1) Voir *Moniteur belge* du 20 février 1954.

F. 95 — 329

Protocole fait à Bruxelles le 21 décembre 1979, portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance du 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole de modification du 23 février 1968 (1). — Adhésion de la Nouvelle-Zélande

1. Le 20 décembre 1994 a été déposé au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, l'instrument d'adhésion de la Nouvelle-Zélande au Protocole précité.

2. Conformément aux dispositions de l'article VIII du Protocole précité, cette adhésion sortira ses effets à l'égard de la Nouvelle-Zélande le 20 mars 1995.

(1) Voir *Moniteur belge* du 22 novembre 1983.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 95 — 327

Internationaal Verdrag nopens de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaren van zeeschepen, en Protocol van ondertekening, opgemaakt te Brussel op 10 oktober 1957 (1). — Toetreding van Libanon

1. Op 23 december 1994 werd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België, de akte van toetreding van de Libanese Republiek neergelegd.

2. Dit Verdrag treedt in werking ten aanzien van Libanon op 23 juni 1995 overeenkomstig artikel 12 van het Verdrag.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 29 januari 1976.

N. 95 — 328

Protocol betreffende de Europese Conferentie der Ministers van Verkeer, ondertekend te Brussel op 17 oktober 1953 (1). — Toetreding door Litouwen

Op 27 december 1994 werd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België, de toetredingsoorkonde van de Republiek Litouwen neergelegd betreffende deze internationale akte, die in werking getreden is voor dit land op 27 december 1994.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 20 februari 1954.

N. 95 — 329

Protocol opgemaakt te Brussel op 21 december 1979 houdende wijziging van het Internationaal Verdrag voor de eenmaking van bepaalde regelen inzake cognossementen van 25 augustus 1924, zoals gewijzigd door het Wijzigingsprotocol van 23 februari 1969 (1). — Toetreding door Nieuw-Zeeland

1. Op 20 december 1994 is bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België, de toetredingsoorkonde van Nieuw-Zeeland met betrekking tot het voornoemde Protocol neergelegd.

2. Overeenkomstig het bepaalde in artikel VIII van het laatstgenoemde Protocol zal deze toetreding ten aanzien van Nieuw-Zeeland op 20 maart 1995 in werking treden.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 22 november 1983.